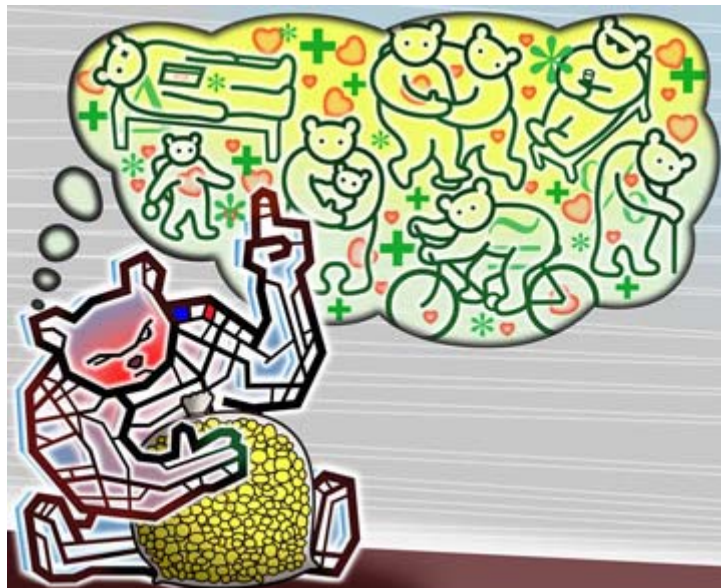


Rapport sur la mesure de la performance économique et du progrès social

Joseph Stiglitz , Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi

Critique, alternatives ou énumérations ?

Fiche réalisée par Lucile Erard (2009)



Plan de la fiche

- Introduction
- Un rapport populaire ?
- Une solution ?
- Les douze points du rapport
- La question du développement durable et de la qualité de vie
- Conclusion
- Bibliographie

Introduction

En février 2008 la *commission pour la mesure de la performance économique et du progrès social* a été mise en place par le président de la république française, Mr Nicolas Sarkozy. Elle a réuni d'éminents économistes, spécialistes en sciences sociales et chercheurs avec pour but premier l'étude des limites du Produit Intérieur Brut (PIB) en tant qu'indicateur des performances économiques et du progrès social, la recherche des problèmes relatifs à sa mesure et l'identification des informations complémentaires nécessaires pour aboutir à des indicateurs plus pertinents.

Ces recherches ont été demandées suite aux contradictions croissantes entre les résultats des mesures habituelles des variables socio-économiques (comme la croissance) et la réalité.

Le PIB se révèle en effet un bon indicateur de croissance ou de richesses créées, mais il n'est pas un indicateur pertinent de la santé et du progrès de nos sociétés, parce qu'il ne prend pas en compte la dégradation de l'environnement et qu'il ne dit rien des inégalités et du bien-être individuel et collectif. Le PIB augmente quand l'Etat dépense pour nettoyer les marées noires, il augmente quand nous passons du temps dans les embouteillages du fait de l'augmentation de la consommation d'essence, il peut être très important dans des pays où il existe une misère de masse et où les inégalités sont fortes. D'où la nécessité d'obtenir de nouveaux indicateurs pour mesurer, au-delà de la croissance, le bien-être économique, social et environnemental. La commission ne propose pas de renoncer au PIB mais de le compléter.

Joseph Stiglitz, président de la commission mettant en avant que certains indicateurs existent déjà mais ont besoin de plus de visibilité, tandis que d'autres nécessitent encore un important travail statistique :

« Nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'un chiffre unique ne pouvait tout synthétiser »

Tout d'abord, ce rapport s'est donc attaqué aux problèmes du PIB pour ensuite y chercher des solutions. Mais ces solutions sont-elles viables, sont-elles claires, ou encore sont-elles nouvelles ou sont-elles simplement une pique de rappel ?

Un rapport populaire ?

Jusqu'au cinq juillet dernier chaque citoyen pouvait déposer son avis sur le rapport, cette demande de consultation citoyenne émanait de la commission même afin d'avoir l'avis de chacun sur le sujet. Mais le rapport s'est révélé très technique et surtout uniquement disponible en anglais (pendant cette période) ce qui n'a pas permis un réel débat public. La commission s'était engagée à un dialogue avec les syndicats, les associations, la société civile organisée, mais cela n'a pas eu lieu, et le renfermement de la commission sur elle-même a été vivement critiquée.

Mais malgré l'échec de cette ouverture populaire, le rapport et la commission appellent aujourd'hui à une réflexion commune sur de nouveaux indicateurs, au sein des gouvernements mais aussi par sondage dans les ménages.

La tendance actuelle est au scepticisme citoyen sur les chiffres donnés, le problème étant le contraste entre les chiffres et la réalité perçue par la population... Ainsi changer d'indicateurs permettrait peut-être de restaurer la pertinence des données statistiques pour la population, d'autant plus si cette dernière était consultée lors de leur élaboration.

L'heure est maintenant au débat et à la diffusion de nouvelles idées.

Synthèse du rapport sur la mesure des performances économiques et du progrès social :

« . La Commission estime que loin de clore le débat, son rapport ne fait que l'ouvrir. Il renvoie à des questions qui devront être traitées dans le cadre de travaux de recherche plus vastes. D'autres entités aux niveaux national et international devront débattre des recommandations de ce rapport, en identifier les limites et déterminer comment elles pourront contribuer au mieux aux actions ici envisagées, chacune dans son domaine propre. »

« . La Commission estime qu'un débat de fond sur les questions soulevées par son rapport et sur ses recommandations offrira une occasion importante d'aborder les valeurs sociétales auxquelles nous attachons du prix et de déterminer dans quelle mesure nous agissons réellement en faveur de ce qui importe. »

Une solution ?

La critique très omniprésente faite au rapport Stiglitz est la suivante : c'est une énumération d'indicateurs déjà existants, avec les problèmes qu'ils soulèvent — tous les indicateurs mis en avant par la commission existent déjà, qu'il s'agisse par exemple de la mesure de la santé des individus, de leurs habitudes de consommation, de leurs revenus, de leur patrimoine ou encore de leur consommation de loisirs — donc en lui-même, le rapport ne propose pas de solution claire. Il n'y aurait pas de remède miracle.

Mais demander un nouvel indicateur est-il possible ? Tous les indicateurs existants ont demandés des mois voire des années de travail, cela ne tombe pas du ciel. Ainsi un nouvel indicateur est quasiment impossible. Cependant la Commission a commencé dans son rapport à recycler les anciens et à les étoffer, elle propose par ailleurs des méthodes de calcul pour les instituts statistiques plus adaptés au bien-être de la population et envisage des enquêtes sur le bien-être.

Synthèse du rapport sur la mesure des performances économiques et du progrès social :

« Les instituts de statistiques devraient fournir les informations nécessaires pour agréger les différentes dimensions de la qualité de la vie, et permettre ainsi la construction de différents indices. »

« Les instituts de statistiques devraient intégrer à leurs enquêtes des questions visant à connaître l'évaluation que chacun fait de sa vie, de ses expériences et priorités. »

Selon la commission ce ne sont pas les indicateurs qu'il faut changer mais bien la méthode : *«le PIB n'est pas faux en soi, mais peut être faussement utilisé»*. Les statistiques devraient se concentrer sur les revenus des ménages, la consommation et le développement durable plutôt que sur la production totale. Le rapport revient sur le calcul du PNB, sur le calcul du RNB, sur la mesure des services non marchands, sur le revenu médian, sur les indices de prix, sur la mesure du « full income » (revenu intégrant travail domestique et loisir) ... Mais cela n'apporte pas la clé du mystère : il faut maintenant faire un choix et de nouvelles recherches.

Si le rapport ne donne pas de solutions en soi et plutôt des méthodes de calculs c'est peut-être car c'est à chacun de choisir son indicateur. En effet la commission s'explique en rapportant que chaque indicateur marque une façon de voir l'économie et le bien-être (La Chine peut-elle avoir les mêmes indicateurs que l'Allemagne ?). Cependant, on peut considérer la notion de bien-être comme universelle ce qui amènerait à des mesures tant subjectives qu'objectives. Encore une fois il est question de débat...

Les douze points du rapport

1 - Observer les revenus et la consommation pour mesurer le bien-être matériel

2 - Refléter la réalité du point de vue des ménages
Prendre en compte dans les indicateurs les impôts, les prestations sociales, les intérêts d'emprunt, ainsi que les services en nature fournis par l'Etat.

3 – Prendre en compte le patrimoine

4 - Analyser la répartition des revenus en préférant le revenu médian au revenu moyen

5 - Prendre en compte les activités non marchandes et ne pas se limiter à celles qui font l'objet d'une rémunération

6 - Affiner les mesures chiffrées de la santé, de l'éducation, des activités personnelles

7 – Evaluer de manière exhaustive les inégalités

8 – Réaliser des enquêtes pour comprendre comment les évolutions dans un domaine de la qualité de vie affectent les autres domaines

Mettre en exergue les interactions entre les différents aspects de la vie grâce à des enquêtes d'opinion

9 – Mettre en place une mesure synthétique de la qualité de vie

10 - Intégrer la dimension subjective dans les statistiques

Intégrer dans les statistiques des données reflétant l'évaluation que chacun fait de sa vie, de ses expériences, de ses priorités

11 – Evaluer la soutenabilité du bien-être, c'est-à-dire sa capacité à se maintenir dans le temps

12 - Développer un ensemble d'indicateurs environnementaux

La question du développement durable et de la qualité de vie

Synthèse du rapport sur la mesure des performances économiques et du progrès social :

« La soutenabilité pose la question de savoir si le niveau actuel de bien-être pourra être si ce n'est augmenté, au moins maintenu, pour les générations à venir. Par nature, la soutenabilité concerne l'avenir, et son évaluation implique bon nombre d'hypothèses et de choix normatifs. »

« Les aspects environnementaux de la soutenabilité méritent un suivi séparé reposant sur une batterie d'indicateurs physiques sélectionnés avec soin. Il est nécessaire, en particulier, que l'un d'eux indique clairement dans quelle mesure nous approchons de niveaux dangereux d'atteinte à l'environnement. »

D'après la commission il faudrait améliorer la prise en compte du développement durable et de la soutenabilité du bien-être afin de mieux mesurer la vie actuelle et la vie future. C'est en effet un fait que les indicateurs actuels sont loin de mesurer les conséquences désastreuses du réchauffement climatique et de la surconsommation sur le futur. Le rapport introduit dans son dernier point une batterie d'indicateurs qui permettraient de mieux mesurer le bien-être futur. Il existe dit-il de nombreux indicateurs du développement durable tel que les indicateurs de l'IFEN, d'Eurostat... Mais le problème qui se pose est celui de l'arbitraire du choix des composants et des pondérations. Toute procédure a ses limites.

Mais bien que le rapport de la commission parle beaucoup du développement durable et l'introduise comme un élément majeur dans les nouveaux indicateurs, il semble qu'il soit relativement étroit dans sa conception générale du développement durable et donc dans les indicateurs qu'il met en avant ; étroit surtout par ses oublis de facteurs dits piliers du développement durable par certains : le facteur social, comprenant les inégalités, et le facteur démocratique. De plus, les indicateurs monétaires tiendraient une place « trop » importante dans la mesure de la soutenabilité du bien-être et du développement durable.

Enfin, avec de nouveaux indicateurs, c'est la hiérarchie toute entière des pays qui serait bouleversé, alors de là à changer la mesure du développement durable il y a un grand pas...

Dans le rapport, les questions du développement durable et de la soutenabilité sont un chapitre à elles seules (ce qui montre bien leur importance croissante). Ci-dessous un extrait les concernant, qui montre assez bien la démarche de recherche et de changement de la commission :

« 2.3. Les PIB ajustés, ou comment « verdir » la comptabilité nationale

Le premier sous-groupe de la commission a examiné les raisons pour lesquelles le PIB ou même la consommation finale totale ne peuvent être que des indicateurs très partiels du bien-être. Dans leur texte fondateur, Nordhaus et Tobin (1973) avaient fait la même critique et proposé de construire un indice de bien-être économique (Measure of economic Welfare, MEW) en soustrayant de la consommation privée totale plusieurs composantes qui ne contribuent pas au bien-être de manière positive (comme les trajets domicile-travail et les services juridiques) et en ajoutant les estimations monétaires d'activités qui y contribuent de manière positive (les loisirs et le travail à domicile par exemple).

En outre, en se fondant sur cet indice, ils ont construit un indice de bien-être économique soutenable (Sustainable Measure of Economic Welfare, SMEW) qui tient compte des évolutions de la richesse totale. Pour convertir l'indice de bien-être économique en indice de bien-être économique soutenable, Nordhaus et Tobin recourent à une estimation de la richesse publique et privée totale, qui comprend le capital reproductible, le capital non reproductible (limité aux terres et aux avoirs nets sur le reste du monde), le capital éducatif (sur la base du coût cumulé des années de formation de chaque membre de la population active), et le capital santé, à l'aide d'une méthode d'inventaire permanent. Cet indice a été amélioré et rebaptisé indice de bien-être économique soutenable (ISEW pour Index of Sustainable Economic Welfare) par Daly et Cobb (1989) puis affiné à nouveau par Cobb et Cobb (1994) afin d'intégrer les ressources naturelles, comme cela a également été fait avec l'indicateur de progrès véritable (genuine progress indicator, GPI) Ces indicateurs déduisent de la consommation une estimation du coût des pollutions de l'eau, de l'air et sonore et prennent en compte la disparition des zones humides, des terres agricoles et

des forêts primaires, ainsi que les dommages résultant du CO₂ et de la dégradation de la couche d'ozone. »

Quant au bien-être, pareillement au développement durable c'est un chapitre entier qui lui est consacré. Le rapport définit trois approches pour mesurer le bien-être : l'approche subjective du bien-être par le biais d'enquêtes directes, l'approche par les capacités d'Amartya Sen (libertés de choix de vie souhaitée) et l'approche économique de la « juste allocation » où l'on évalue monétairement les dimensions non monétaires objectives de la qualité de vie. Enfin le rapport cherche à montrer la liaison entre la santé, l'éducation, les activités personnelles, l'insécurité, et les conditions environnementales ; Ces facteurs étant déterminants de la qualité de vie.

Mais toujours le même problème : une énumération de conseils et d'indicateurs. Ce problème pourrait être lié au fait que la commission composée de nombreux personnages différents, se mettre d'accord n'a pas toujours été évident et a pu mener à donner des pistes sans prendre position.

Introduction au bien-être dans le rapport sur la mesure de la performance économique et du progrès social :

« L'approche traditionnellement retenue par les économistes pour mesurer le bien-être humain est axée sur les ressources dont chacun dispose, qui sont généralement estimées en termes de revenu monétaire, de biens ou encore de consommation individuelle de biens et services. Toutefois, bien que les ressources apparaissent comme un élément essentiel pour le bien-être (voir le Chapitre 1 du présent rapport consacré à ce sujet), elles sont aussi nettement insuffisantes pour différentes raisons exposées dans l'Encadré 2.1. Le bien-être de chacun dépend de ce que ses ressources lui permettent de faire ou d'être, mais la capacité d'utiliser ces ressources pour se construire une bonne vie varie selon les personnes. Ce constat laisse penser que les indicateurs qui vont au-delà des simples mesures du revenu, de la richesse et de la consommation en intégrant certains aspects non-monétaires de la qualité de la vie ont un important rôle à jouer. La diversité de ces mesures, conjuguée à l'absence de méthode de mesure évidente pour comparer les évolutions de ces différentes dimensions, constitue à la fois le principal avantage et la principale limite de ces indicateurs. »

Conclusion

La création de la commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social avait, rappelons le pour but premier l'étude du PIB et des ses limites, ainsi que la recherche d'améliorations. Les recherches se sont révélées fructueuses et ont montré que les indicateurs pouvaient être changé (certes de manière restrictive et compliquée) afin de rendre la confiance des chiffres aux citoyens et de mener des économies dans le sens du bien-être.

Les problèmes posés par ce rapport et qui ont souffert la critique sont d'abord sa technicité et sa fermeture, ensuite son absence de réels convictions et solutions et enfin son approche du bien-être et du développement durable.

Finalement le rapport amène à bien des questions sur l'avenir des indicateurs économiques et sociaux, plus qu'il ne solutionne le problème. Une remise en question est lancée et c'est à qui fera le premier pas ... Tout reste à faire : sans oublier que le mouvement doit être international. Des réunions sont programmées cet automne entre responsables d'instituts statistiques tel que le Fonds monétaire international (FMI), l'INSEE ...

Enfin selon certains membres de la commission, le débat ne doit pas rester entre les mains des experts : d'où la volonté de lancer un débat public façon Grenelle de l'environnement.

Bibliographie

Les Echos, 14 septembre 2009

Le Monde, 15 septembre 2009

http://www.alternatives-economiques.fr/rapport-stiglitz---le-travail-ne-fait-que-commencer_fr_art_633_44017.html

http://www.alternatives-economiques.fr/commission-stiglitz--un-rapport-decevant_fr_art_851_43486.html

http://www.alternatives-economiques.fr/le-bonheur--une-idee-neuve- fr_art_866_44038.html

http://www.economist.com/businessfinance/economicsfocus/displaystory.cfm?story_id=14447939

<http://www.lefigaro.fr/economie/2009/09/11/04001-20090911ARTFIG00304-stiglitz-met-l-individu-au-centre-de-l-economie-.php>

<http://www.lesechos.fr/info/france/020135812962-sarkozy-place-le-rapport-stiglitz-au-coeur-de-l-apres-crise.htm>

http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/le-rapport-stiglitz-a-une-vision-etroite-du-developpement-durable_199821.html

<http://www.la-croix.com/documents/doc.jsp?docId=2393302&rubId=47605>

<http://www.esprit.presse.fr/esprit/news.php?code=114>